Ce texte a été écrit avant les événements du 07 octobre 2023 et est donc incomplet. Entretemps, la violence s'est encore intensifiée et la situation change constamment. Mais ce que la guerre nous révèle, c'est l'importance de se préoccuper de la Palestine. La violence génocidaire de l'occupation sioniste, qui est actuellement visible dans le monde entier, est l'un des plus grands crimes contre l'humanité.

Free Palestine!

Résumé

Ce texte détaille l'histoire de l’Etat d'Israël en Palestine, de la situation actuelle et met la lumière sur les intérêts qui se trouvent derrière la politique d'Israël. Les intérêts des puissances mondiales ont aidé le sionisme à développer en un Etat israélien en Palestine tel que nous le connaissons aujourd’hui, se servant encore aujourd’hui de l’impérialisme comme outil pour sécuriser ses sphères d’influence et ses intérêts dans la région.

Israël fonctionne comme une force armée dans une région d’une importance cruciale sur le plan géostratégique, équipée et financée par les États-Unis. Le colonialisme de peuplement et la violence constante contre la population palestinienne, qui se manifestent actuellement dans un système d’apartheid, sont indissociables de son existence.

Table des matières

Abstrait **1**
1) Histoire de la Palestine **3**
1.1) Sionisme 3
1.2) Le développement d'Israël 4
1.3) Résistance palestinienne 7
2) La Palestine aujourd'hui - Un système d'apartheid **9**
2.1) L'extrémisme de droite en Israël 9
2.2) Cisjordanie / Cisjordanie 10
2.3) Gaza 12
2.4) Restrictions à la liberté de mouvement, bureaucratie et médias 13
2.5) Apartheid 15
3) États-Unis et Suisse **16**
4) conclusion et position **18**
5) bibliographie **19**
5.1) littérature: 19
5.2) Internet: 19
5.3) Illustrations: 21

1) Histoire de la Palestine

1.1) Le sionisme

Le sionisme est une idéologie qui revendique un État national juif. Le fait que celui-ci doive se trouver en Palestine n'a pas été donné dès le départ, mais a été créé avec le soutien de l'Empire britannique. Avec le temps, le sionisme a changé d'idéologie et sert désormais à justifier la violence impérialiste. En tant que tel, il doit être combattu par tous les moyens.

Il a fait son apparition en tant que mouvement marginal. C'est seulement grâce à Herzl en 1897, puis grâce au soutien de l'Empire britannique pendant la Première Guerre mondiale, qu'il réussit à émerger comme une véritable tendance politique.

Ce soutien de l'Empire britannique, notamment par l'approbation d'un État israélien en Palestine, n'est pas sans motifs. Il s'inscrit dans le cadre de la stratégie britannique visant à sécuriser sa sphère d'influence au Moyen-Orient, distincte de celle de sa concurrente, la France. Après l'accord Sykes-Picot de 1916, le territoire de l'Empire ottoman est divisé entre les puissances de l'Entente.[1] Une force politique sioniste en Palestine s'avère alors comme moyen pour la Grande-Bretagne d'élargir sa sphère d'influence.

Sous le mandat britannique (1920-1948), les portes sont ouvertes à une immigration juive à grande échelle. Dans une situation où l'antisémitisme gagne du terrain en Europe, il n'est pas étonnant que beaucoup de personnes aient recouru à cette option de fuite. Cependant, ces immigrantes et immigrants ont été utilisés par les puissances mondiales comme un outil politique pour promouvoir leurs propres intérêts dans la région.

Le sionisme ne peut pas être assimilé au judaïsme. Il est devenu un bouclier idéologique qui s'est développé sur la base du colonialisme de peuplement d'Israël moyennant les crimes commis contre les Juifs pour justifier une politique impérialiste.

[1] https://www.britannica.com/event/Sykes-Picot-Agreement (24.08.23)



2

1.2) Le développement d'Israël

Les relations entre les forces sionistes naissantes, qui commençaient à devenir une force politique à part entière, et l'occupation britannique étaient fragiles. L'augmentation des luttes internes entre les différentes forces sur le territoire et la population palestinienne, n'ayant elle que peu voix au chapitre dans les décisions concernant l'attribution et la direction de leurs terres, mènent à la partition du pays par l'ONU en 1947 et finalement à la guerre, au nettoyage ethnique des Palestinien.ne.s et à la fondation de l'État d'Israël en 1948.[3]

Un fil rouge réside dans l'absence de voix de la population palestinienne et dans l'expansion constante du territoire israélien, obtenu grâce au déplacement de la population palestinienne et diverses autres formes de violences.

2 https://visualizingpalestine.org/visuals/http-visualizingpalestine-org-visuals-shrinking-palestine-static (20.01.2023)

3 https://remix.aljazeera.com/aje/PalestineRemix/timeline_main.html (19.11.2022)

« Nakba » (en arabe : catastrophe) est le nom qui désigne la période de fuite et d'expulsion des Palestinien.ne.s lors de la création de l'État d'Israël le 14 mai 1948 et de la guerre qui a suivi avec les États arabes environnants.

Il est important de considérer les expulsions et les conséquences de la Nakba non seulement comme des conséquences de la guerre, mais aussi comme un nettoyage ethnique ciblé. La réalité des pratiques des soldats sionistes et du Plan Dalet se différencie fondamentalement d'une simple fuite de civils d'une zone de guerre.[4] Plusieurs centaines de milliers de palestinien.ne.s furent expulsé.e.s et des colons sionistes furent hébergés dans les villages détruits. Jusqu'à ce jour, les réfugié.e.s ne sont pas autorisés de retourner.[5]

Ce processus de colonialisme par le peuplement et de nettoyage ethnique se poursuit encore aujourd'hui, même si les moyens ont changé avec le temps. Les assassinats et les expulsions de la population palestinienne étaient une nécessité pour les sionistes, qui n'auraient pas été en mesure de créer l'état d'Israël en présence d'une population arabe hostile à l'occupation sioniste et luttant pour son indépendance.

Il est donc clair qu'Israël est né d'intérêts impérialistes et s'est affirmé dès le début par une violence extrême. Malgré cela, les relations étroites entre Israël et l'impérialisme occidental n'ont fait que se développer au fil des années, et l'état n'a que lentement acquis son rôle actuel. Cependant, deux conflits ont contribué de manière significative à renforcer le lien entre Israël et l'impérialisme : la crise de Suez en 1956 et la guerre des Six Jours en 1967.

Le 26 juillet 1956, le président égyptien Nasser annonce la nationalisation du canal de Suez, une des routes commerciales les plus importantes au monde. Pour les pays impérialistes, nécessitant un contrôle économique sur la région pour maintenir leur propre puissance d'une part ainsi que pour lutter contre l'Union soviétique socialiste d'autre part, cette nationalisation représentait une déclaration de guerre directe.

Avec le soutien de la France et du Royaume-Uni, Israël a envahi l'Égypte et a maintenu des zones comme Gaza sous contrôle militaire partiel. Le conflit prit finalement fin grâce à l'intervention de l'Union soviétique et l'occupation sioniste dut abandonner plusieurs des zones conquises (qui deviendront à nouveau l'objet de combats lors de la guerre des Six Jours).

Historiquement, la nationalisation du canal de Suez marque la première fois où l'état israélien prend le rôle d'outil et de force armée de l'impérialisme, une relation qui deviendra

[4] Plan Dalet : Plan directeur pour la conquête de la Palestine, Walid Khalid

[5] https://www.lpb-bw.de/geschichte-palaestinas (19.11.2022)

indissociable dès 1967. Jusqu'à présent, la force militaire d'Israël a été financée par les États-Unis et sert à protéger la sphère d'influence américaine.[6]

La guerre des Six Jours en 1967 fut un autre moment important dans l'histoire de l'occupation sioniste. Deux résultats de la guerre sont à souligner :

1) La résolution 242 de l'ONU[7], 1) qui appelle Israël à se retirer des territoires nouvellement conquis, mais reconnaît en même temps l'existence de l'état d'Israël. Ce faisant, une demande indirecte de retour aux frontières d'avant 1967 est formulée - la violence et l'expulsion de la guerre de 1948 sont donc légitimées. Depuis lors, les frontières d'avant 1967 ont servi de base aux négociations de paix (comme dans le cas des accords d'Oslo).
2) 1) La relation étroite entre l'occupation sioniste et l'impérialisme américain a été ici cimentée. Ce n'est qu'en étant armé par les États-Unis qu'Israël est capable d'agir avec autant de succès en temps de guerre. Ce financement et ces liens étroits perdurent encore aujourd'hui et constituent le pilier de pouvoir le plus solide de l'occupation sioniste.

Le soutien aux impérialistes est facile à comprendre si l'on considère l'importance stratégique des territoires contestés. La Cisjordanie comprend d'importantes sources d'eau de la région, comme le Jourdain.[8] Les hauteurs du Golan constituent une base géostratégique importante dans la région et la péninsule du Sinaï héberge le canal susmentionné.

Les tensions avec les pays voisins, qui ont souvent dégénéré en violence militaire, sont constantes. En 1973, la guerre du Kippour a éclaté, au cours de laquelle les mêmes zones ont à nouveau été disputées. En 1982, l'invasion du Liban, qui avait pour but d'éradiquer la résistance palestinienne, dont le centre était à Beyrouth, et au cours de laquelle l'état israélien a soutenu des milices d'extrême droite pour commettre des crimes comme le massacre de Sabra et Chatila.

6 https://www.history.com/topics/cold-war/suez-crisis (29.08.2023)

7 https://peacemaker.un.org/sites/peacemaker.un.org/files/SCRes242%281967%29.pdf (20.01.2023)

8 https://water.fanack.com/palestine/water-resources/ (20.01.2023)

1.3) Résistance palestinienne

Intifada, traduit littéralement, signifie "soulèvement".[9] Dans le contexte de l'occupation sioniste de la Palestine, il est utilisé pour décrire la vaste résistance contre les sionistes.

La résistance palestinienne à l'occupation du pays a existé depuis le début. Différents groupes aux tendances et aux stratégies très diverses se sont formés, mais ils étaient unis par le refus de l'occupation israélienne. L'intifada désigne une période de résistance à grande échelle, au cours de laquelle l'ensemble de la population se révolte contre la violence et l'expulsion. Deux intifadas se sont déroulées jusqu'à présent.

En 1987 a eu lieu la première Intifada, sous forme de grèves massives. En comparaison avec l'intifada ultérieure, elle était encore en grande partie pacifique. Il convient notamment de mentionner l'émergence du Hamas islamiste pendant cette intifada, qui s'oppose à l'OLP (Organisation de libération de la Palestine), fondamentalement laïque. La deuxième intifada, en 2005, a été marquée par un nombre plus élevé d'actes de violence et par la mort de civils.

Cette escalade de la violence n'est pas sans raison et découle d'une spirale de violence dans laquelle la répression contre la résistance palestinienne amplifie la violence au sein de cette résistance. Dans cette spirale, il est impossible de considérer qu'il y a deux côtés équivalents. Au contraire, il existe un pouvoir agressif et un groupe opprimé dont l'existence est menacée. La violence du mouvement de résistance palestinien est née en réponse à la violence du colonialisme israélien.

Les accords d'Oslo de 1993 étaient une tentative de parvenir à un accord de paix entre Israël et la résistance palestinienne représentée par l'OLP. Toutefois, ils étaient voués à l'échec dès le départ.

Non seulement les accords négociés ne mettent pas en œuvre de véritables revendications palestiniennes, mais le droit à l'autodétermination du peuple palestinien et la création d'un état palestinien ne sont pas envisagés. Le retrait de l'occupation sioniste des territoires situés en dehors de la bande de Gaza n'a pas été abordé. La paix n'a jamais pu être établie sur ces bases, qui continuent de légitimer les crimes de l'occupation sioniste.

La réalité confirme ce fait. La construction de colonies sionistes s'est poursuivie pendant la négociation des accords. D'autres actes de violence perpétrés par les colons sionistes au cours de cette période le soulignent. Par exemple, il convient de mentionner le massacre de Goldstein, au cours duquel un colon sioniste est entré par effraction dans une mosquée en 1994 pour y abattre 29 palestinien.ne.s en prière et blesser 125 autres. Aujourd'hui encore,

[9] https://www.merriam-webster.com/dictionary/intifada (20.1.23)

ce type de violences est non seulement toléré par l'état d'Israël, mais les colons sont souvent encore protégés par ce dernier.

Les accords d'Oslo divisent la Cisjordanie en trois zones, A, B et C, les zones A sous contrôle palestinien total, les zones B sous contrôle palestinien et israélien partagé et les zones C sous contrôle israélien.

Cette division œuvre également en faveur de l'occupation sioniste. Les territoires palestiniens deviennent de petites enclaves et ainsi, leur autonomie n'est pas respectée. La construction de colonies, la bureaucratie discriminatoire et l'exploitation des lacunes juridiques, ainsi qu'un système de corruption et de coopération entre les autorités palestiniennes font qu'en réalité l'état israélien exerce également son pouvoir dans les zones dites autonomes.[10]

Depuis 2007, les déplacements entre la bande de Gaza et la Cisjordanie sont rendus impossibles par les forces sionistes. Parallèlement à une division entre la force dominante dans la bande de Gaza (Hamas) et la force dominante en Cisjordanie (Fatah à travers l'OLP), deux situations différentes se sont formées dans les deux territoires.

[10] "Pas de paix pour la Palestine" par Helga Baumgarten

2) La Palestine aujourd'hui - Un système d'apartheid

2.1) L'extrémisme de droite en Israël

Le 1er novembre 2022, un nouveau gouvernement israélien est élu, caractérisé par ses tendances réactionnaires et d'extrême droite. Benjamin Netanyahu reprend le poste de Premier ministre, mais cette fois accompagné de politiciens comme Itamar Ben-Gvir, issu de l'ultra-droite et connu par le passé pour son racisme, ou encore Bezalel Smotrich, le nouveau ministre des Finances, lui-même un colon sioniste, qui se prononce en faveur de l'extension des colonies en Cisjordanie, en violation du droit international.[11]

Ce gouvernement incarne les tendances les plus violentes et les plus agressives de l'occupation sioniste de la Palestine et doit être condamné avec la plus grande vigueur. La politique inhumaine de ce gouvernement est dévastatrice.

Cependant, il est également important de comprendre que l'occupation sioniste ne changera pas son caractère inhumain et impérialiste à l'aide d'un gouvernement modéré. La violence exercée contre la population palestinienne depuis 1948 est le moyen utilisé par les puissances impérialistes pour imposer leurs objectifs géostratégiques dans la région. L'idéologie de droite du gouvernement actuel est simplement le résultat de cette histoire. Elle offre la justification à une violence sans laquelle l'impérialisme ne peut pas imposer ses intérêts dans la région.

[11] https://www.fr.de/politik/israels-rechtsextreme-und-ihre-ansprueche-91920207.html (29.08.2023)

2.2) Cisjordanie

La Cisjordanie est en grande partie constituée d'enclaves palestiniennes entourées de territoires occupés. Même la division basée sur les frontières de 1967 n'est pas respectée par l'occupation. Le mur frontalier, qui est toujours en construction, suit ses propres limites - alors que celles-ci sont déterminées par des facteurs politiques et économiques et utilisées comme outil par Israël pour maintenir son contrôle sur des zones stratégiques comme les sources d'eau.



Cette subdivision du territoire et le mélange des forces sionistes et palestiniennes ne permettent pas à Israël de mener une guerre ouverte contre la Cisjordanie, comme il le fait contre la bande de Gaza. Ce sont plutôt d'autres méthodes de violence qui sont utilisées.

La politique des colons ainsi qu'un système bureaucratique auquel la population palestinienne est soumise pour les choses les plus élémentaires, comme le travail, jouent un rôle important.

Dans le cadre de la politique d'expansion, les colonies sionistes s'étendent de plus en plus et les Palestinien.ne.s qui y vivaient jusqu'alors sont expulsé.e.s. Les colons exploitent les failles légales, une politique soutenue par le gouvernement. Ce phénomène peut régulièrement être observé en Cisjordanie, notamment à Jérusalem-Est. Les tentatives d'expulsion à Sheikh Jarrah durant l'été 2021 en sont un exemple. Les colons revendiquent les habitations en se référant aux habitants juifs d'avant 1948. Selon la loi israélienne, les colons sionistes ont droit à des logements abandonnés pendant la guerre de 1948. Cette

politique conduit à l'expulsion légalisée de Palestinien.ne.s et à la reprise de leurs logements par les colons israéliens.[12]

La déclaration d'environ 20% de la Cisjordanie comme "zones de tir" est une autre stratégie des colons pour chasser la population palestinienne de leurs maisons et placer les territoires sous contrôle israélien.[13] Les logements sont constamment en danger : les Palestiniens n'ont le droit de construire des bâtiments dans seulement 13% de Jérusalem-Est et 1% de la zone C. Entre 28% et 46% des bâtiments palestiniens sont menacés de démolition.[14]

Toutefois, dans le même temps, les colons ont souvent ouvertement recours à la violence. Ceci est officiellement rejeté, mais protégé par l'État israélien.

Ce ne sont là que quelques exemples des différentes manières dont la violence, lente mais constante, s'étend sur le territoire israélien et pousse vers le déplacement de la population locale.

Tout comme le cours de l'occupation a pris différentes dimensions et étapes, il existe également différentes étapes dans la politique coloniale. Ici, vous pouvez voir le contexte avant 67 et après 84. Au début, les colons étaient pour la plupart des paysans juifs encore durement touchés par les horreurs de la Seconde Guerre mondiale et à qui l'occupation sioniste avait promis une vie paisible. Des structures sociales fortes existaient au sein de ces colonies jusqu'à la montée du néolibéralisme. Mais il faut mentionner que cette paix est le résultat des souffrances de la population. Le traumatisme de l'histoire juive ne doit pas être instrumentalisé au service d'un projet colonial. Cependant, il est également important de mentionner ce contexte pour mieux comprendre l'histoire coloniale.

Les lotissements sont encore utilisés aujourd'hui un moyen pour l'État sioniste de mener sa politique d'apartheid, bien que la nature du colonialisme actuelle ne soit plus comparable à celle du début. En effet, le colonialisme sioniste d'aujourd'hui se caractérise par une idéologie d'extrême droite et fasciste et se sert de la violence contre les Palestinien.ne.s dans les endroits où l'État sioniste ne peut pas intervenir directement.

12 https://www.btselem.org/jerusalem/20190311_east_jerusalem_cleansing_continues (29.08.2023)

13 https://www.un.org/unispal/wp-content/uploads/2022/07/OCHAFACTSHEET_060722.pdf (29.08.2023)

14 https://www.pcbs.gov.ps/post.aspx?lang=en&ItemID=788 (29.08.2023)

2.3) Gaza

Aujourd'hui, la bande de Gaza est la zone la plus densément peuplée du monde. L'accès à l'eau est difficile pour les Palestinien.ne.s : en moyenne, un.e citoyen.ne israélien.ne utilise trois fois plus d'eau qu'un.e Palestinien.ne. Les sources sont maintenues sous le contrôle de l'État israélien à travers une politique ciblée de colonisation et de ségrégation (création de nouveaux villages ou mur frontalier).

Les sanctions économiques strictes et les restrictions à la liberté de mouvement font de la bande de Gaza la plus grande prison du monde. Entre 2000 et 2009, 7 766 Palestinien.ne.s ont été assassiné.e.s par les forces sionistes. Depuis, il y a eu des décès annuels, y compris des enfants.[15]

La guerre menée par l'occupation sioniste contre les habitants de la bande de Gaza est constante, même si quatre guerres violentes ont eu lieu depuis 2008. Celles-ci sont justifiées par la lutte contre le Hamas, mais la proximité des zones d'habitation de la bande de Gaza entraîne inévitablement une violence élevée à l'encontre des civils.

Dans ces guerres ouvertes, l'inégalité du rapport de force entre la résistance palestinienne et Israël, équipé par les Etats-Unis, est particulièrement frappante. Israël réagit aux attaques de la résistance palestinienne par une violence disproportionnée : les infrastructures civiles sont détruites de manière ciblée et des civils sont assassinés. Ces crimes de guerre sont consignés dans la doctrine Dahiya, qui prévoit précisément cela comme stratégie militaire.[16]

La bande de Gaza et la Cisjordanie servent l'économie israélienne de deux manières : d'une part en fournissant une main d'œuvre bon marché et d'autre part en créant un marché pour les produits israéliens. Les sanctions imposées par Israël empêchent une économie palestinienne distincte.
C'est à ce moment que le mouvement BDS[17] (Boycott, Désinvestissement, sanctions) doit être abordé. BDS tente précisément de lutter contre ces sanctions sur la Palestine et constitue donc une partie importante de la résistance à la violence du régime israélien.

15 https://www.pcbs.gov.ps/post.aspx?lang=en&ItemID=788 (29.08.2023)
16 https://www.palestine-studies.org/en/node/186668 (30.08.2023)
17 https://bdsmovement.net/what-is-bds (20.01.23)

2.4) Restrictions à la liberté de mouvement, bureaucratie et médias

L'une des façons par lesquelles la population palestinienne de la bande de Gaza, ainsi que des territoires occupés et des territoires déclarés israéliens en 1948, est maintenue sous contrôle, consiste à restreindre la liberté de mouvement. Les droits des Palestinien.ne.s dépendent de l'endroit où ils vivent et ne sont pas identiques sur tout le territoire.

Les déplacements entre les zones sont rendus difficiles, voire impossibles dans de nombreux cas. Les déplacements entre territoires occupés sont interdits s'ils impliquent une amélioration du statut des Palestinien.ne.s (comme un déplacement de la Cisjordanie vers les territoires sous occupation sioniste depuis 1948). Il est également impossible pour les Palestinien.ne.s d'immigrer en Israël. Il est donc impossible pour les survivant.e.s de la Nakba et leurs descendant.e.s de retourner dans leur pays d'origine.

Certaines exceptions aux déplacements entre les zones sont prévues pour permettre le travail dans d'autres zones. Toutefois, cela nécessite des autorisations gouvernementales, qui peuvent être retirées sans prévenir. La vaste bureaucratie à la merci de laquelle se trouve le peuple palestinien est un autre outil d'exploitation et d'oppression.

Même les Palestinien.ne.s possédant la citoyenneté israélienne ne sont pas exempts de discrimination et sont également à la merci du système de bureaucratie et de restrictions.

"Israël a également adopté une loi qui permet aux municipalités dotées de comités d'accueil, qui se comptent par centaines à travers le pays, de refuser les candidats palestiniens pour des raisons "d'incompatibilité culturelle". Cela empêche les citoyens palestiniens de vivre dans des communautés destinées aux juifs. Officiellement, tout citoyen israélien peut vivre dans n'importe quelle ville du pays ; en pratique, seuls 10 % des citoyens palestiniens le font. Même dans ce cas, ils sont généralement relégués dans des quartiers séparés en raison du manque de services éducatifs, religieux et autres, du coût d'achat d'une maison dans d'autres parties de la ville ou de pratiques discriminatoires dans la vente de terrains et de maisons."(Rapport B'Tselem Apartheid)[18]

L'occupation sioniste maintient une forte influence sur la couverture journalistique de ce qui se passe en Palestine. D'une part, les crimes de guerre perpétrés par l'Etat sioniste sont répétés et minimisés jusqu'à ce qu'ils ne soient plus perçus comme tels dans les médias grand public (les assassinats ciblés d'acteurs politiques en sont un exemple, actes qualifiés par Amnesty International d'« exécutions extrajudiciaires ». Le terme sioniste "assassinats ciblés" a fait son chemin dans les médias. Le fait qu'il s'agisse d'un crime de guerre est

[18] https://www.btselem.org/publications/fulltext/202101_this_is_apartheid (29.08.2023)

rarement mentionné)[19]. La désinformation est souvent utilisée afin de cacher la violence sioniste.

L'assassinat de la journaliste Shireen Abu Akleh a fait des vagues à l'échelle internationale. Bien que les éléments de preuve indiquent qu'elle a été délibérément abattue par Tsahal, Israël a refusé de coopérer avec toute enquête tierce sur les circonstances.[20]

La presse palestinienne est soumise à la censure militaire. Les données suivantes proviennent des deux journaux Asha'b et Al-Bayader Assiyasi, basés à Jérusalem-Est, en janvier 1990.[21]

C. Breakdown by item content

Item's Main Topic	Total Submitted	Banned	Percent
Intifada: incidents*	334	150	44.9%
Intifada: political**	57	37	64.9
PLO	27	14	51.9
Israel-Arab relations and peace process	73	13	17.8
Israel domestic affairs	62	7	11.3
Territories (unrelated to Intifada)	38	4	10.5
Foreign affairs	24	3	2.5
Other	6	—	0.0
Total	621	228	

* Demonstrations, clashes, killings and woundings, IDF and Administration policy (curfew, detentions and releases, house demolitions and sealing, etc.).
** General reference to the Intifada, the "struggle," etc., without specific reference to particular incidents.

2.5) Apartheid

On ne peut nier que le système israélien soit un système d'apartheid. Cette évaluation est soutenue par plusieurs organisations de défense des droits de l'homme comme Amnesty International,[22] B'Tselem[23] et Human Rights Watch[24]. Il existe une discrimination délibérée à l'encontre de la population palestinienne, qui est systématiquement privée de ses droits.

Il doit être clair que le système d'apartheid n'existe pas uniquement dans les territoires occupés. Les Palestinien.ne.s qui vivent sur le territoire israélien et possèdent la citoyenneté

19 https://www.amnesty.org/en/latest/news/2016/09/israel-opt-pattern-of-unlawful-killings-reveals-shocking-disregard-for-human-life/ (20.01.23)
20 https://www.btselem.org/firearms/20220721_killing_of_shireen_abu_akleh (20.01.22)
21 https://www.btselem.org/sites/default/files/sites/default/files2/update_february-march_1990.pdf (29.08.2023)
22 https://www.amnesty.org/en/documents/mde15/5141/2022/en/ (29.08.2023)
23 https://www.btselem.org/topic/apartheid (20.01.23)
24 https://www.hrw.org/report/2021/04/27/threshold-crossed/israeli-authorities-and-crimes-apartheid-and-persecution (20.01.23)

israélienne ont également moins de droits et sont systématiquement victimes de discrimination.

CCe système inhumain d'apartheid est un crime contre l'humanité. Il est donc d'autant plus important de comprendre que le projet de colonisation israélien est une nécessité des intérêts impérialistes. La nouvelle escalade de la violence et le renforcement du mouvement fasciste observés ces dernières années et exprimés dans le gouvernement nouvellement élu de Netanyahu sont une conséquence logique de cette structure et témoignent de l'intensification des contradictions au sein du projet sioniste.

3) États-Unis et Suisse

« Il est temps d'arrêter de nous excuser [...] pour notre soutien à Israël. Aucune excuse n'est nécessaire. [Israël] est le meilleur investissement de 3 milliards de dollars que nous faisons. S'il n'y avait pas d'Israël, les États-Unis devraient inventer un Israël pour défendre leurs intérêts dans la région. » (Joe Biden, 1986)[25]

L'alliance américano-israélienne est l'une des alliances les plus solides de la politique mondiale moderne. Les États-Unis investissent plus de 3 milliards de dollars par an pour armer Israël. De tels investissements servent, entre autres, au développement d'armes de haute technologie,[26] et à renforcer les puissants monopoles de l'industrie de l'armement.

Les États-Unis et Israël sont également unis dans le recours à des forces de police militarisées contre la population civile. Des milliers de policiers américains sont formés par des policiers israéliens. Cette militarisation accrue de la police américaine a été critiquée par Amnesty.[27]

Israël agit comme un outil au service des intérêts impérialistes dans la région. Que ce soit pour empêcher militairement les pays voisins de résister aux intérêts des impérialistes, si nécessaire, ou pour contrôler des zones et des matières premières stratégiquement importantes.

La Suisse et les sionistes ont toujours été étroitement liés : le premier congrès sioniste a eu lieu à Bâle en 1897, où fut fondée la première organisation sioniste. Sur les 22 autres congrès, 15 se sont également déroulés en Suisse. La Suisse a reconnu Israël comme État dès 1949. Ces liens existent encore aujourd'hui : à l'été 2022, les célébrations de l'anniversaire du Congrès sioniste ont eu lieu à Bâle, au cours desquelles la classe dirigeante suisse a une fois de plus montré son soutien à l'occupation.

Selon ses propres déclarations, la Suisse soutient la solution à deux États du Conseil de sécurité de l'ONU.

"La Suisse est convaincue que seule une solution à deux États, négociée par les deux parties conformément au droit international et aux paramètres convenus au niveau international, y compris les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, peut conduire à une paix durable entre Israéliens et Palestiniens."[28]

---

25 https://www.youtube.com/watch?v=86Nrv5izaTs (19.11.2022)

26 https://www.state.gov/u-s-relations-with-israel/ (29.08.2023)

27 https://www.amnestyusa.org/with-whom-are-many-u-s-police-departments-training-with-a-chronic-human-rights-violator-israel/ (29.08.2023)

28 https://www.eda.admin.ch/eda/de/home/das-eda/aktuell/dossiers/alle-dossiers/ch-position-nahostkonflikt.html (29.08.2023)

De plus amples détails sont définis dans le cadre d'une stratégie régionale pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (stratégie MENA), adoptée par le Conseil fédéral le 14 octobre 2020. Les objectifs mentionnés concernant Israël comprennent la promotion du processus de paix entre Israël et la Palestine, l'élargissement des relations économiques et la réalisation de projets communs dans le domaine de l'environnement et du climat au nom de la « diplomatie verte ».[29]

Pourtant, si l'on regarde la réalité, les relations entre la Suisse et Israël sont très étroites. Les intérêts économiques de la Suisse en Israël signifient que l'occupation sioniste est inévitablement dans l'intérêt du capital monopoliste suisse.

Israël est le troisième partenaire commercial de la Suisse au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Il existe un accord de libre-échange entre l'Association européenne de libre-échange (AELE) et Israël depuis 1993. En 2021, le volume des échanges commerciaux entre la Suisse et Israël s'élevait à 1,6 milliard de francs.[30]

La Suisse représente environ 7 % des importations israéliennes et est le quatrième importateur d'Israël après les États-Unis (12%), la Chine (11%) et l'Allemagne (7.5%)[31]. Ces importations consistent principalement en produits issus des industries chimiques et pharmaceutiques, mais comprennent également des machines, des instruments de précision, des montres et des bijoux. De plus, 1% de toutes les exportations d'Israël sont destinées à la Suisse.

La Suisse représente environ 8% des importations israéliennes et est le troisième plus important importateur pour Israël après les Etats-Unis et la Chine. De plus, 1% de toutes les exportations d'Israël sont destinées à la Suisse. Les banques suisses investissent intensivement dans les entreprises high-tech et les start-ups, qui apparaissent en grand nombre en Israël.[32] Le capital financier suisse est le troisième plus grand investisseur dans l'économie israélienne. Ces start-ups sont un moyen facile pour les monopoles occidentaux de transférer les risques des nouvelles innovations vers l'extérieur et d'intégrer ensuite les nouvelles entreprises qui réussissent.

Les intérêts du capital monopoliste et des impérialistes dans la région sont donc très clairs. Les engagements en faveur de la paix en Palestine que l'État suisse aime prendre ne sont que des paroles vides de sens, alors qu'en même temps les dirigeants suisses profitent des violations des droits de l'homme en Palestine. Pour nous, cela signifie que la lutte pour la

29 https://www.eda.admin.ch/eda/de/home/vertretungen-und-reisehinweise/israel/bilatereale-beziehungenschweizisrael.html (29.08.2023)
30 https://www.eda.admin.ch/eda/de/home/vertretungen-und-reisehinweise/israel/bilatereale-beziehungenschweizisrael.html (29.08.2023)
31 https://www.swissisrael.ch/services/economic-data (26.10.23)
32 https://www.tagesanzeiger.ch/schweizer-banken-haben-israels-high-tech-erfolg-entdeckt-612822835807 (31.08.2023)

libération de la Palestine doit inévitablement être liée à la lutte contre l'impérialisme et contre le capitalisme.

4) conclusion et position

Nous exprimons notre entière solidarité avec le mouvement de résistance palestinien. Avec ceux qui luttent en Palestine, mais aussi avec tous ceux qui, dans la diaspora, se voient refuser le droit au retour. Nous saluons la lutte pour des idéaux révolutionnaires et progressistes. Mais nous sommes conscients qu'aucun changement progressiste ne peut avoir lieu en Palestine si l'on ne met pas fin, en premier lieu, à l'occupation sioniste. En tant qu'organisation communiste, nous savons que nous sommes opposés au conservatisme. Cependant, nous sommes aussi, et de fait, anti-impérialistes, puisque ces deux choses ne peuvent être dissociées, car nous comprenons également que l'impérialisme est le terreau fertile du conservatisme contre lequel nous ne pouvons que nous battre. Le combat vers le socialisme en Palestine ne peut donc que passer par la lutte contre le pouvoir colonial d'Israël.

La lutte contre l'impérialisme occidental, le financement du système d'apartheid et la propagande sioniste doit également être menée depuis la Suisse. La lutte anti-impérialiste sous toutes ses formes est l'une des tâches principales de toute organisation communiste.

Elle doit être menée dans toutes les parties du monde et comprendre les origines de l'exploitation. La lutte pour une Palestine libre implique inévitablement de mener la lutte contre le capitalisme sous toutes ses formes.

Nous exprimons notre entière solidarité avec le mouvement de résistance palestinien. Avec ceux qui luttent en Palestine, mais aussi avec tous ceux qui, dans la diaspora, se voient refuser le droit au retour. Nous saluons la lutte pour des idéaux révolutionnaires et progressistes. Mais nous sommes conscients qu'aucun changement progressiste ne peut avoir lieu en Palestine si l'on ne met pas fin, en premier lieu, à l'occupation sioniste. En tant qu'organisation communiste, nous savons que nous sommes opposés au conservatisme. Cependant, nous sommes aussi, et de fait, anti-impérialistes, puisque ces deux choses ne peuvent être dissociées, car nous comprenons également que l'impérialisme est le terreau fertile du conservatisme contre lequel nous ne pouvons que nous battre. Le combat vers le socialisme en Palestine ne peut donc que passer par la lutte contre le pouvoir colonial d'Israël. Nous apportons notre plein soutien et notre confiance aux organisations de gauche et révolutionnaires de Palestine qui mènent ce combat. et leurs positions et leur analyse actuelle de la situation informent la nôtre qui est en faveur d'une solution est à un état.

La lutte contre l'impérialisme occidental, le financement du système d'apartheid et la propagande sioniste doit également être menée depuis la Suisse. La lutte anti-impérialiste sous toutes ses formes est l'une des tâches principales de toute organisation communiste.

Elle doit être menée dans toutes les parties du monde et comprendre les origines de l'exploitation. La lutte pour une Palestine libre implique inévitablement de mener la lutte contre le capitalisme sous toutes ses formes.

5) bibliographie

5.1) littérature:

Walid Khalid, Plan Dalet: “Master Plan for the Conquest of Palestine”, Journal of Palestine Studies (1961)

Baumgarten Helga: “Kein Frieden für Palästina." Der lange Krieg gegen Gaza. Besatzung und Widerstand”, Promedia (2021)

5.2) Internet:

“Sykes-Picot-Agreement”, in: Britannica, 28.07.2023 (last visited 24.08.2023) https://www.britannica.com/event/Sykes-Picot-Agreement

“Timeline of Palestine’s History” in: Al Jazeera, 2022 (last visited 19.11.2022) https://remix.aljazeera.com/aje/PalestineRemix/timeline_main.html

“Geschichte Palästinas von Anfang bis heute” in: Landeszentrale für politische Bildung Baden-Württemberg, Februar 2023 (last visited 19.11.2022) https://www.lpb-bw.de/geschichte-palaestinas

“The Suez Crisis” in: History.com, 09.11.2009 (last visited 29.08.2023) https://www.history.com/topics/cold-war/suez-crisis

United Nations, “Resolution 242 (1967)” in: United Nations archive, 22.11.1967 (last visited 20.01.2023) https://peacemaker.un.org/sites/peacemaker.un.org/files/SCRes242%281967%29.pdf

Anon, “Water Resources in the United Arab Emirates”, in: Fanack Water, 17.10.2017 (last visited 20.01.2023) https://water.fanack.com/palestine/water-resources/

Palestinian Return Center, “Sabra and Shatila: A genocide for which the criminal has not been held accountable” in: United Nations Human Rights Council, 21.09.2021 (last visited 21.08.2023) https://prc.org.uk/en/post/4317/

Merrriam Webster Definition of Intifada (last visited 20.01.2023) https://www.merriam-webster.com/dictionary/intifada

Sterkl Maria, “Israels Rechtsextreme und Ihre Ansprüche” in: Frankfurter Rundschau, 16.11.2022 (last visited 29.08.2023) https://www.fr.de/politik/israels-rechtsextreme-und-ihre-ansprueche-91920207.html

“East Jerusalem cleansing continues: Israel removes more palestinian families, hands over their homes to settlers” in: B’Tselem, 11.03.2019 (last visited 29.08.2023) https://www.btselem.org/jerusalem/20190311_east_jerusalem_cleansing_continues

“Fact Sheet: Masafer Yatta communities at risk of forcible transfer” in: United Nations office for the Coordination of Humanitarian Affairs occupied Palestinian Territory, June 2022 (last visited 29.08.2023) https://www.un.org/unispal/wp-content/uploads/2022/07/OCHAFACTSHEET_060722.pdf

"Special Statistical Bulletin on the 65th Anniversary of the Palestinian Nakba" in: Palestinian Central Bureau of Statistics (PCBS), 14.05.2013 (last visited 29.08.2023) https://www.pcbs.gov.ps/post.aspx?lang=en&ItemID=788

Khalidi Rashid I. "The Dahiya Doctrine, Proportionality and War Crimes" in: Institute for Palestinian Studies, Autumn 2014 (last visited 30.08.2023) https://www.palestine-studies.org/en/node/186668

"What is BDS?" in: bdsmovement.net (last visited 20.01.2023) https://bdsmovement.net/what-is-bds

"This is Apartheid" in: B'Tselem, 12.01.2021 (last visited 29.08.2023) https://www.btselem.org/publications/fulltext/202101_this_is_apartheid

"Pattern of unlawful killings reveals shocking disregard for human life" in: Amnesty, 28.09.2016 (last visited 20.01.2023) https://www.amnesty.org/en/latest/news/2016/09/israel-opt-pattern-of-unlawful-killings-reveals-shocking-disregard-for-human-life/

"The killing of Shireen Abu Akleh" in: B'Tselem, 21.07.2022 (last visited 20.01.2023) https://www.btselem.org/firearms/20220721_killing_of_shireen_abu_akleh

Ginbar Yuval: "Information sheet: update february-march 1990" in: B'Tselem, 1990 (last visited 29.08.2023) https://www.btselem.org/sites/default/files/sites/default/files2/update_february-march_1990.pdf

"Israel's apartheid against Palestinians: Cruel system of domination and crime against humanity" in: Amnesty, 01.02.2022 (last visited 29.08.2023) https://www.amnesty.org/en/documents/mde15/5141/2022/en/

"A regime of Jewish supremacy from the Jordan River to the Mediterranean Sea:This Is Apartheid" in: B'Tselem, 2023 (last visited 20.01.2023) https://www.btselem.org/topic/apartheid

"Israeli authorities and the crimes of apartheid and persecution" in: Human Rights Watch, 27.04.2021 (last visited 20.01.2023) https://www.hrw.org/report/2021/04/27/threshold-crossed/israeli-authorities-and-crimes-apartheid-and-persecution

"Joe Biden's long history of pro-Israel statements" in: Youtube, 21.05.2021 (last visited 19.11.2022) https://www.youtube.com/watch?v=86Nrv5izaTs

"U.S. relations with israel" in:state.gov, 20.01.2021 (last visited 29.08.2023) https://www.state.gov/u-s-relations-with-israel/

Garwood, Edith: "Where do many [US] police departments train? in Israel" in: AmnestyUSA, 25.08.2023 (last visited 29.08.2023) https://www.amnestyusa.org/with-whom-are-many-u-s-police-departments-training-with-a-chronic-human-rights-violator-israel/

"Position der Schweiz zum Nahostkonflikt" in: EDA, 17.02.2023 (last visited 29.08.2023) https://www.eda.admin.ch/eda/de/home/das-eda/aktuell/dossiers/ch-position-nahostkonflikt.html

"Bilaterale Beziehungen Schweiz Israel" in: EDA, 17.07.2023 (last visited 29.08.2023) https://www.eda.admin.ch/eda/de/home/vertretungen-und-reisehinweise/israel/bilatereale-beziehungenschweizisrael.html

"Schweizer Banken haben Israels High-Tech Erfolg entdeckt" in: Tagesanzeiger, 06.11.2013 (last visited 31.08.2023) https://www.tagesanzeiger.ch/schweizer-banken-haben-israels-high-tech-erfolg-entdeckt-612822835807

“Economic Data” in: Handelskammer Schweiz-Israel, 2021 (last visited 29.08.2023)
https://www.swissisrael.ch/services

“Israel: Main import partners in 2020” in: Statista, 2020 (last visited 16.10.2023)
https://www.statista.com/statistics/526662/most-important-import-partners-of-israel/

5.3) Illustrations:

“Shrinking Palestine” in: Visualizing Palestine, 2017 (last visited 20.01.2023)
https://visualizingpalestine.org/visuals/http-visualizingpalestine-org-visuals-shrinking-palestine-static